

## ÉTUDE DES CRÉDITS

2024-2025

### COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

#### Renseignements généraux

**MARS 2024**

360, rue Saint-Jacques, 2<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2Y 1P5  
Accès pour personnes à mobilité réduite : 361, rue Notre-Dame, Ouest  
Téléphone : (514) 873-5146 • 1 800 361-6477 Télécopieur : (514) 873-2373  
Téléscripneur : (514) 873-2648 Web : [www.cdpedj.qc.ca](http://www.cdpedj.qc.ca)



**Document préparé en mars 2024**

**Coordination**

Josée Morin  
Directrice du secrétariat général et secrétaire générale adjointe

**Soutien professionnel**

Valérie Féquière  
Analyste de la gestion et des procédés administratifs

**Soutien technique**

Sara Mohamed Ahmed  
Technicienne principale en administration



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

### TABLE DES MATIÈRES

#### 1 - Renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
ORGANIGRAMME DE LA COMMISSION	17
MANDAT DE LA COMMISSION	18
TABLEAU CRÉDITS	19
TABLEAU EFFECTIFS	20

#### 2 - Demande de renseignements généraux

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES
G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 : A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS; G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.	22
G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2023-2024 : A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT; B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR; C) LES COÛTS VENTILÉS.	23
G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT : A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024, ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025; B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES; C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ); D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE; E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE; F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE; G) LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION; H) LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.	24

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :</p> <p><b>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</b></p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p><b>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</b></p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p><b>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</b></p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>	25
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ;</p> <p>B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p> <p>DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ;</p> <p>E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ;</p> <p>F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ;</p> <p>G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ;</p> <p>H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ;</p> <p>I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.</p>	27
G.6	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B) LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C) LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D) LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F) L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G) DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.</p>	28

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.7	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B) LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C) LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</p> <p>D) LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E) LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	40
G.8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 :</p> <p>A) LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ;</p> <p>B) LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIE (INCLUANT LA MASSE SALARIALE) ;</p> <p>C) LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS ;</p> <p>D) LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ ;</p> <p>E) UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT ;</p> <p>F) LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT ;</p> <p>G) LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT ;</p> <p>H) SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	41
G.9	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A) LE NOM DU PROJET ;</p> <p>B) LA NATURE DU PROJET ;</p> <p>C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;</p> <p>D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;</p> <p>E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;</p> <p>F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;</p> <p>G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;</p> <p>H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;</p> <p>I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;</p> <p>J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;</p> <p>K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <p>- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.</p> <p>L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2023-2024.</p>	42

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.11	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A) LA PHOTOCOPIE; B) LE MOBILIER DE BUREAU; C) L'AMEUBLEMENT; D) LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES; E) LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE; F) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT; G) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT; H) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS; I) LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES; J) L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>A) AU QUÉBEC; B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	43
G.12	<p>DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024, VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES; B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME; D) LES COÛTS DE RÉILIATION, S'IL Y A LIEU; E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET TÉLÉPHONES INTELLIGENTS; F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS; G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS; H) LES NOMS DES FOURNISSEURS; I) LES ORDINATEURS PORTABLES; J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.</p>	44



DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 :</p> <p>A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :</p> <p>- LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F) E NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H) LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>I) L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>J) L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>K) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI;</p> <p>L) LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>M) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>N) LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>O) LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;</p> <p>P) L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;</p> <p>Q) LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.</p>	45
G.14	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 DE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	50

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.15	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>E) LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>F) PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.</p> <p>H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	51
G.16	<p>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024, FOURNIR :</p> <p>A) LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</p> <p>B) LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</p> <p>C) LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</p> <p>D) LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</p>	52
G.17	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <p>A) LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B) LES COÛTS;</p> <p>C) LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	53
G.19	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A) LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B) LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C) LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D) LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	54
G.22	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C) PRÉVISIONS POUR 2024-2025.</p>	55
G.24	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A) LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B) LE FOURNISSEUR;</p> <p>C) LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>D) S'IL A ÉTÉ RÉALISÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL OU À SA DEMANDE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIE.</p>	56
G.25	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	58

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE : A) LE NOM DU SITE WEB; B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE; C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE; D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR; E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT); F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS; G) NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES. I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR; J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.	59
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.	60
G.33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ET 2025-2026, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	61
G.34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	62
G.36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	63
G.37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	64
G.40	CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) : A) LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) ; B) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES ; D) PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI ; E) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.	65
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).	66
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT : A) LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS ; B) LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.	67
G.43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER : A) LA DATE ; B) LA NATURE ; C) LES QUESTIONS POSÉES ; D) LES RÉPONSES ; E) LA FIRME RETENUE ; F) LES COÛTS.	68

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : TOUT AUTRE PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.	69
G.50	AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME : A) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME; B) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ; C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT TOUJOURS AU 31 MARS 2024; D) LA PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ; E) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIAINT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.	70
G.51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.	71
G.52	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 : A) LES SOMMES DÉPENSÉES; B) LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.	72
G.54	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.	73
G.55	LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024. INDIQUER : A) LE LIEU; B) LE COÛT; C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ.	74
G.56	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024 : A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS; B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX; C) L'OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS; D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN.	75
G.57	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDIQUER POUR 2023-2024: A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES; C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME; D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2023-2024 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.	76
G.58	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER : A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION; B) LE TYPE D'INCIDENTS; C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.	77
G.59	VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES. A) NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS; B) HEURES DE STAGES EFFECTUÉS; C) RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.	78

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.71	LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2023-2024 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT : A) LE NOMBRE D'AUTORISATIONS; B) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; C) LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI; D) LE MONTANT ACCORDÉ; E) LES MOTIFS DE LA DEMANDE;	79
G.72	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME EN 2023-2024 : A) LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; B) LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE; C) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; D) LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.	80
G.74	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES VERSÉS À CES PERSONNES.	81
	TABLE DES MATIÈRES- DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX - QUESTIONS NON RÉPONDUES ET MOTIF	82

N.B. À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 29 FÉVRIER 2024.



## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

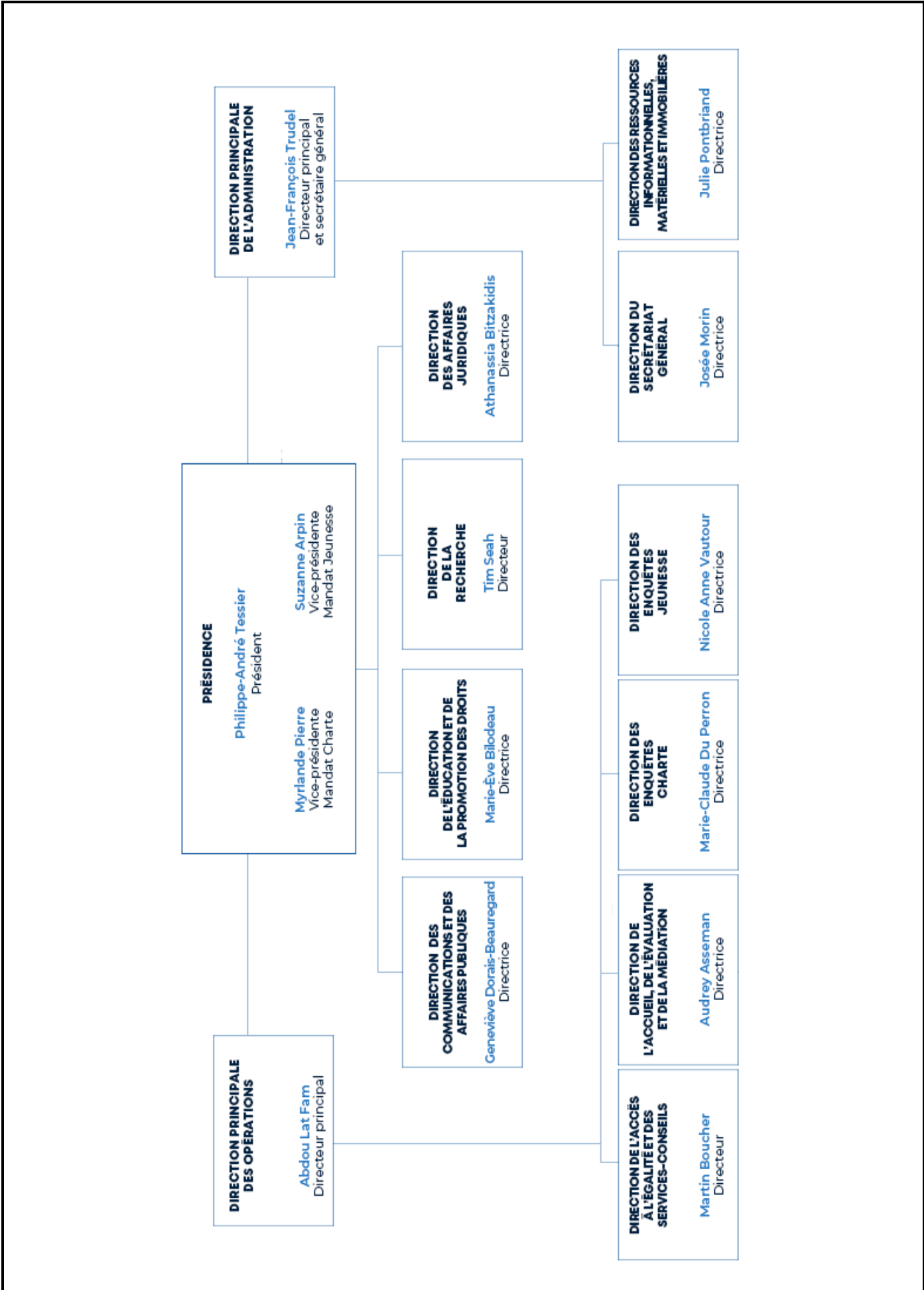
### **1- RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**





IDENTIFICATION	NUMÉRO	TITRE
PROGRAMME	05	Autres organismes relevant du ministre
ÉLÉMENT	02	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
RESPONSABLE	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	

ORGANIGRAMME



PROGRAMME	05	ÉLÉMENT	02
<div> <div>MANDAT</div> <div>Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse</div> </div>			
<div> <div>Les fonctions et les responsabilités de la Commission</div> <div> <p>Dans le contexte de sa mission et de ses mandats, la Commission exerce les fonctions et les responsabilités qui suivent.</p> <p><b>En vertu de la Charte des droits et libertés de la personne</b>, la « Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la présente Charte ». La Commission doit faire enquête, selon un mode non contradictoire, sur une plainte ou de sa propre initiative, notamment dans les cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) de discrimination ou de harcèlement fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil et l'âge, sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap;</li> <li>b) de discrimination en emploi en raison d'antécédents judiciaires;</li> <li>c) d'exploitation de personnes âgées ou handicapées, en signalant éventuellement au Curateur public tout besoin de protection qui relève de sa compétence.</li> </ul> <p>La Commission doit favoriser un règlement entre la personne dont les droits auraient été violés et celle à qui cette violation est imputée. La médiation est souvent utilisée à cette fin. Pour l'essentiel, seule la Commission peut initialement saisir le Tribunal des droits de la personne de l'un ou l'autre des recours pour lesquels il a compétence.</p> <p>Par ailleurs, la Commission a notamment pour mission d'informer et d'éduquer afin de faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la Charte, de diriger et d'encourager les recherches et les publications sur les libertés et droits fondamentaux; de relever les dispositions des lois du Québec qui seraient contraires à la Charte et faire au gouvernement les recommandations appropriées. Enfin, la Commission doit notamment, en matière de programmes d'accès à l'égalité élaborés en vertu de la partie III de la Charte, prêter assistance aux organisations qui élaborent des programmes sur une base volontaire et surveiller l'implantation de programmes qu'elle recommande à la suite d'une enquête ou qui est ordonnée par un tribunal. La Commission offre par ailleurs un service-conseil en matière d'accommodements raisonnables.</p> <p><b>En vertu de la Loi sur l'accès à l'égalité en emploi dans des organismes publics</b>, la Commission doit notamment comparer la représentation des groupes visés au sein des effectifs concernés des organismes, vérifier la teneur des programmes élaborés pour s'assurer de leur conformité avec les exigences de la Loi et, le cas échéant, aviser les organismes des modifications qui doivent être apporté à leur programme respectif et soumettre des recommandations aux organismes en défaut d'élaborer ou d'implanter un programme conforme à la Loi. Si ses recommandations ne sont pas suivies, la Commission peut s'adresser au Tribunal des droits de la personne. Elle publie tous les trois ans, la liste des organismes soumis à la Loi, en faisant état de leur situation en matière d'égalité en emploi.</p> <p><b>Par décret gouvernemental</b>, la Commission est également chargée de surveiller l'application du Programme d'obligation contractuelle du gouvernement du Québec. Ce programme impose aux entreprises qui emploient plus de 100 personnes de mettre en place un mécanisme d'accès à l'égalité lorsqu'elles obtiennent du gouvernement un contrat ou une subvention de 100 000 \$ ou plus.</p> <p><b>En matière de protection des droits de la jeunesse</b>, en vertu de l'article 23 de la Loi sur la protection de la jeunesse, la Commission enquête, sur demande ou de sa propre initiative, sur toute situation où elle a raison de croire que les droits d'un enfant ou d'un groupe d'enfants ont été lésés par des personnes, des établissements ou des organismes, à moins que le tribunal n'en soit déjà saisi. La Commission prend les moyens légaux qu'elle juge nécessaires pour que soit corrigée la situation où elle a des raisons de croire que les droits d'un enfant sont lésés et élabore et applique des programmes d'information et d'éducation destinés à renseigner la population en général et les enfants en particulier sur les droits de l'enfant.</p> <p>La Commission peut également faire des recommandations en tout temps, à différents ministres et faire ou faire effectuer des études et des recherches sur toute question relative à sa compétence, de sa propre initiative ou à la demande du ministre de la Santé et des Services sociaux et de la ministre de la Justice.</p> </div> </div>			

CRÉDITS

Sommaire (en milliers de dollars )

SUPERCATÉGORIES	2024-2025			
	Budget de dépenses	Moins : Amortissement	Plus : Investissements	Crédits Totaux
Rémunération	18 549.1	-	-	18 549.1
Fonctionnement	3 756.7	25.0	-	3 731.7
Transfert	-	-	-	-
Affectation à un fonds spécial	-	-	-	-
Prêts, Placements, Avances	-	-	3.0	3.0
Immobilisations tangibles	-	-	10.0	10.0
Immobilisations en ressources informationnelles	-	-	190.5	190.5
Créances douteuses	-	-	-	-
TOTAL	22 305.8	25.0	203.5	22 484.3

Crédits 2023-2024	VARIATION	
	\$	%
18 534.7	14.4	0.1
4 194.1	(462.4)	(11.0)
-	-	-
-	-	-
3.0	-	-
10.0	-	-
190.5	-	-
-	-	-
22 932.3	(448.0)	(2.0)

Amortissement	-	25.0	-	25.0
---------------	---	------	---	------

25.0	-	-
------	---	---

Explication des variations

CRÉDITS

Les crédits de cet élément de programme ont diminué de (2,0 %) comparativement aux crédits de l'exercice financier 2023-2024. Cette diminution résulte des facteurs suivants :

Rémunération : 14,4 ou 0,1 %

. Bonification du Régime des rentes du Québec	14.4
	14.4

Fonctionnement : (462,4) ou (11,0 %)

. Ajustement loyer SQI	0.9
. Stratégie 2023-2027 en révision des programmes	(60.2)
. Amélioration du cadre financier - Budget 2023-2024	(403.1)
	(462.4)

Prêts, placements, avances :

. Aucune variation	-
--------------------	---

Immobilisations tangibles :

. Aucune variation	-
--------------------	---

Immobilisations en ressources informationnelles :

. Aucune variation	-
	-

Total :	(448.0)
---------	---------

L'EFFECTIF ET LES EMPLOYÉS

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes à la paie 24 (février 2024)	Personnes à la paie 24 (février 2023)	VARIATION	
			N	%
Administratrices, administrateurs d'État	3	3	0	0.0
Présidents des conseils de discipline	0	0	0	0.0
Postes d'encadrement	10	9	1	11.1
Juges	0	0	0	0.0
Cadres juridiques	3	2	1	50.0
Procureurs aux poursuites criminelles et pénales	0	0	0	0.0
Avocates, avocats et notaires	26	22	4	18.2
Professionnelles, professionnels	120	97	23	23.7
Techniciennes, techniciens	46	36	10	27.8
Personnel de bureau	20	17	3	17.6
Ouvrières, ouvriers	0	0	0	0.0
PERSONNES*	228	186	42	22.6

\*Source: Données fournies par l'organisme.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

**2 -DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

Question 01	LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 :
	A) LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR ; B) LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION ; C) LES PERSONNES RENCONTRÉES ; D) LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.) ; E) LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION ; F) POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ; G) LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, ET, LE CAS ÉCHÉANT : <ul style="list-style-type: none"><li>• LES DÉTAILS DE CES ENTENTES ;</li><li>• LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR ;</li></ul> H) LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
Myrlande Pierre, vice-présidente Invitation de la Fondation canadienne des relations raciales et de la Commission canadienne pour l'UNESCO à participer à la deuxième session du Forum permanent des personnes d'ascendance africaine New-York, États-Unis. 29 mai au 1 <sup>er</sup> juin 2023	2 800 \$
Suzanne Arpin, vice-présidente Rencontre avec le conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCDEJ) Toronto, Ontario, 06 au 09 juin 2023	1 741 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Forum des ministres sur les droits de la personne organisé conjointement par le gouvernement fédéral et la Nouvelle-Écosse Halifax, Nouvelle-Ecosse, 18 au 19 juin 2023	3 844 \$
Philippe-André, Tessier, président Participation comme conférencier à la 12 <sup>ème</sup> édition du Cours d'été international aux droits de l'enfant. Moncton, Nouveau-Brunswick, 25 au 27 juin 2023	2 380 \$
Myrlande Pierre, vice-présidente Rencontre de de l'Association canadienne des commissions et conseils des droits de la personne Toronto, Ontario 11 au 12 octobre 2023	1 050 \$
Philippe-André, Tessier, président Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale : Sommet annuel du comité d'action 2023 Ottawa, Ontario, 1 <sup>er</sup> au 2 novembre 2023	439 \$
Philippe-André, Tessier, président Rencontre Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes Toronto, Ontario, 15 au 16 novembre 2023	653 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 18).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX.](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 02	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAITS EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2023-2024 :</p> <p>A) LES RAISONS DU DÉPLACEMENT;</p> <p>B) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>C) LES COÛTS VENTILÉS.</p>
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17).

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 03	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET SUR LES SITES INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A) LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2023-2024 , ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025;</p> <p>B) LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>E) DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>F) LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE;</p> <p>G) LA RÉPARTITION DU PLACEMENT MÉDIA EN INDIQUANT LE COÛT PAR MÉDIA AINSI QUE LES DATES DE DIFFUSION;</p> <p>H) LE RAPPORT DE STATISTIQUES SUR LA PORTÉE ET LA CLIENTÈLE VISÉE ET L'ATTEINTE DES OBJECTIFS OU TOUTE ÉVALUATION RÉALISÉE DE L'IMPACT DE LA CAMPAGNE.</p>
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

CDPDJ :[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

[HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS\\_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html) .

POUR LES CONTRATS 25 000 \$ ET MOINS, CEUX-CI PEUVENT ÊTRE CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.



Question 4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.), SÉPARÉMENT :</p> <p>PAR LE CABINET MINISTÉRIEL :</p> <p>A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>D) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</p> <p>E) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>F) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>G) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>H) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT;</p> <p>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</p> <p>I) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>J) LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>K) LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>L) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>M) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>N) LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉS PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p>O) SI L'ÉVÉNEMENT S'EST TENU VIRTUELLEMENT.</p>

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
<p>CONFÉRENCES DE PRESSE</p> <p>CONFÉRENCE DE PRESSE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LE DÉPÔT DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2022-2023</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• DIFFUSION DE L'AVIS AUX MÉDIAS ET D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE- CNW TELBEC CISION (ENTENTE NÉGOCIÉE PAR LE CENTRE D'ACQUISITION GOUVERNEMENTAL) 125 \$</li><li>• SALLE DE LA TRIBUNE DE LA PRESSE (SANS FRAIS)</li></ul>	125 \$
<p>COLLOQUES ET FORUMS</p> <p>COLLOQUE SUR LE DROIT DES ENFANTS HDAA – HYBRIDE</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• LOCATION DE LA SALLE ET SERVICE TECHNIQUES – UQAM (GRÉ À GRÉ) 3575 \$</li><li>• LOCATIONS TABLES ET CHAISES GROUPE ABP (GRÉ À GRÉ) 2500,01 \$</li><li>• FRAIS DE TRAITEURS LES PETITES MAINS (SUR INVITATION) 4644,75 \$</li><li>• ANIMATRICE - FRANÇOISE GUÉNETTE (SUR INVITATION) 3000 \$</li><li>• TRADUCTION LANGUE DES SIGNES QUÉBECOIS (LSQ) – SIVET (GRÉ À GRÉ) 2464 \$</li><li>• SOUS-TITRAGE EN DIRECT 3510 \$</li><li>• AUTRES FRAIS (MATÉRIEL ET FOURNITURES, IDENTIFICATIONS, ETC) 174,16 \$</li></ul>	19 868 \$
<p>CÉRÉMONIE DE REMISE DE PRIX</p> <p>REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023 THÈME INCLUSION -PRÉSENTIEL DIFFUSÉ EN DIRECT</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• LOCATION SALLE, ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE (GRÉ À GRÉ) 1160,24 \$</li><li>• TRAITEUR : ALEXIS TRAITEUR (SUR INVITATION) 9531,72 \$</li><li>• PHOTOGRAPHE PAMELA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE (GRÉ À GRÉ) 695 \$</li><li>• WEBDIFFUSION ET RÉCAPITULATIF VIDÉO MATHIEU LEBLANC (GRÉ À GRÉ) 2625 \$</li><li>• GRAPHISME CARINE JOBART (SUR INVITATION) 2542 \$</li><li>• INTERPRÉTATION LSQ INTERPRÉTATION SIGNES ET PAROLES INC. (GRÉ À GRÉ), 640 \$</li><li>• CAPSULES VIDÉOS POUR PRÉSENTER LES FINALISTES : COMME DES FILLES, (SUR INVITATION) 12 388,88 \$</li><li>• ANIMATION DE LA SOIRÉE - JOEY HANNAH (GRÉ À GRÉ) : 1000 \$</li></ul>	30 735 \$

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
<ul style="list-style-type: none"> <li>AUTRES (FOURNITURES DIVERSES, IMPRESSIONS, ETC) 151,77 \$ (27,47 \$+63,66 \$+60,64 \$)</li> </ul>	
<p>LANCEMENT D'EXPOSITION</p> <p>LANCEMENT DE L'EXPOSITION ITINÉRANTE NOUS : <i>PRESTATAIRE DE L'AIDE SOCIALE</i> EN COLLABORATION AVEC LA TELUQ, LE COLLECTIF POUR UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ ET L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>DÉMÉNAGEMENT DE L'EXPOSITION À LA SALLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DÉMONTAGE DE L'EXPOSITION APRÈS LA PÉRIODE – DÉMÉNAGEMENT PRO-EFFICACE 1278,75 \$</li> <li>VIDÉO POUR L'ANNONCE ET LA PROMOTION DE L'EXPOSITION PRODUCTIONS ARBORESCENCE INC.</li> <li>TRAITEUR – ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC – 331,20 \$</li> </ul>	1 610 \$
<b>TOTAL</b>	<b>52 338 \$</b>

Question 5	LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION, EN INCLUANT ET EN INDIQUANT CELLES DU CABINET MINISTÉRIEL :
	ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME : A) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT ; B) LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; C) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE. DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE : D) LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ; E) LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS ; F) LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) ; G) LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU ; H) LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE ; I) NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉS PAR CATÉGORIE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ORGANISÉE PAR L'ORGANISME

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
SERVICE DES COMMUNICATIONS (INTERNE)	PORTE-PAROLES MÉDIA  (3 HEURES EN PRÉSENCE, 8 PERSONNES)	0 \$	OUTILLER LES PROFESSIONNELS ET PROFESSIONNELLES DES AUTRES DIRECTIONS QUI PEUVENT ÊTRE APPELÉES À INTERVENIR DANS LES MÉDIAS SUR LES SUJETS NÉCESSITANT UNE EXPERTISE PARTICULIÈRE

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	TITRE DE LA FORMATION	COÛT	BUT VISÉ
FORUM DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX (MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF)	JOURNÉE DES COMMUNICATEURS GOUVERNEMENTAUX – 2 PERSONNES EN PRÉSENCE 1 JOUR	0 \$	BONIFIER ET DÉVELOPPER CERTAINES CONNAISSANCES ET COMPÉTENCES EN COMMUNICATION (INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, RÉALITÉ VIRTUELLE, NARRATIFS ENGAGEANTS, ETC.)
CXPA	TENDANCES CX 2024 [WEBINAIRE] -1 PERSONNE, 1H30.	0 \$	CONNAITRE ET COMPRENDRE LES TENDANCES EN MATIÈRE D'EXPÉRIENCE CLIENT EN DESIGN WEB
EN CLAIR	L'ÉCRITURE INCLUSIVE EN MILIEU PROFESSIONNEL : DE L'OUVERTURE À LA PRATIQUE [WEBINAIRE] – 1HEURE, 4 PERSONNES	0 \$	S'OUTILLER POUR UNE ÉCRITURE PLUS INCLUSIVE
CYBERIMPACT	IMPACT DE LA LOI 25 SUR LES ENVOIS MASSIFS-2 PERSONNES WEBINAIRE 1 HEURE	0 \$	AJUSTER NOS PRATIQUES D'ENVOI D'INVITATIONS ET DE COURRIELS D'INFORMATION AUX NOUVELLES NORMES EN VIGUEUR

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST EN PARTIE INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTP://WWW.CDPEDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpedj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 6

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2023-2024, EN INDIQUANT :			
A.	LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;		
B.	LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);		
C.	LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);		
D.	LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;		
E.	LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;		
F.	L'ÉCHÉANCIER;		
G.	DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.		
LORSQUE LE CONTRAT EST OCTROYÉ PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, L'INDIQUER.			

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
9106-2448 QUÉBEC INC. (ROBERT ALEXIS TRAITEUR)	SERVICE DE TRAITEUR LORS DE LA REMISE DU PRIX DROITS & LIBERTÉS 2023	SUR INVITATION	9 532 \$
9254 3685 QC INC. (BLANKO)	MISE À JOUR LOI 25 - WWW.CDPDJ.QC.CA ET WWW.PLAINTE.CDPDJ.QC.CA	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
9254 3685 QC INC. (BLANKO)	HÉBERGEMENT WEB POUR PLAINTE.CDPDJ.QC.CA	GRÉ À GRÉ	2 600 \$
9374-3078 QUÉBEC INC. - MYSMARTJOURNEY	LICENCE ANNUELLE / PLATEFORME EN LIGNE MYSMARTJOURNEY - PROJET FUGITIFS!	GRÉ À GRÉ	4 183 \$
9490-6773 QUÉBEC INC. (RHIZOME SERVICES)	JOURNÉE D'ÉTUDE DU 19 SEPTEMBRE 2023	GRÉ À GRÉ	1 999 \$
AD HOC RECHERCHE INC.	SONDAGE - APPLICATION DES QUESTIONS SOUMISES PAR LA COMMISSION DANS LE CADRE DE SONDAGES RÉALISÉS DANS UNE OU PLUSIEURS RÉGIONS DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	9 554 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : POWERPOINT - CONCEPTION SIMPLE ET PROFESSIONNELLE / 15 MAI 2023	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : POWERPOINT - TABLEAU ET GESTION D'UNE PRÉSENTATION / 16 MAI 2023	GRÉ À GRÉ	306 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : POWERPOINT - MULTIMÉDIA / 1 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : WORD - MISE EN PAGE PROFESSIONNELLE / 31 MAI 2023	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : EXCEL TABLEAU CROISÉ DYNAMIQUE	GRÉ À GRÉ	306 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : POWER AUTOMATE-OPTIMISER L'UTILISATION EN CLASSE VIRTUELLE 19 FÉVRIER 2024	GRÉ À GRÉ	440 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : PARCOURS, GÉRER SON TEMPS: PRIORITÉS, NOTES ET COURRIELS / 12 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	795 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : GESTION AVANCÉE DES DOCUMENTS AVEC MICROSOFT 365 / 9-10 MAI 2023	GRÉ À GRÉ	1 280 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : MICROSOFT AZURE (AZ-700T00) EN CLASSE VIRTUELLE / 17-19 AVRIL 2023	GRÉ À GRÉ	1 400 \$
AFI EXPERTISE (DIVISION DU GROUPE EDGENDA INC.)	FORMATION : L'ANALYSE D'AFFAIRES À L'ÈRE NUMÉRIQUE: CONCEPTS ET PRATIQUES / 7,8 ET 9 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	1 530 \$
AGENCE SMARTEGY INC.(SMARTLAB)	PHOTOGRAPHIE DES MEMBRES DE LA COMMISSION	GRÉ À GRÉ	2 450 \$
ALIA CONSEIL INC.	ACCOMPAGNEMENT DANS UNE DÉMARCHÉ D'ANALYSE DE POSTES CRITIQUES ET ÉLABORATION D'UN PLAN DE RELÈVE	GRÉ À GRÉ	7 917 \$
ALIA CONSEIL INC.	PLAN DE RELÈVE 2 /GESTION DE PROJET /ARRIMAGE DES PROCESSUS, DES POLITIQUES ET DES OUTILS RH	GRÉ À GRÉ	16 880 \$
AMAZON	ACHAT DE FOURNITURES DE BUREAU ET AUTRES	GRÉ À GRÉ	4 522 \$
ARTICULATE GLOBAL	ACHAT DE LICENCE ARTICULATE 360	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 308 \$
ASTRAL MEDIA AFFICHAGE S.E.C.	FAIRE LA PROMOTION DE L'UN DES DROITS DE LA CHARTE, ICI LE DROIT DE VIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT SAIN	GRÉ À GRÉ	9 953 \$
BACON, JOSÉPHINE	PARTICIPATION À UNE ENTREVUE À L'OCCASION DE LA TRADUCTION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE EN 6 LANGUES AUTOCHTONES - POUR DIFFUSION	GRÉ À GRÉ	3 150 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BELITEC IMPRIMEUR DIGITAL	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT	GRÉ À GRÉ	105 \$
BELLOT, CÉLINE	PRÉPARATION AU TÉMOIGNAGE / AVRIL 2023 (JUDICIARISATION DE L'ITINÉRANCE)	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
BIBLIO RPL LTÉE	MATÉRIEL PROJET SIGB / MARS 2023	GRÉ À GRÉ	978 \$
BLEU OUTREMER INC.	CRÉATION D'UNE NOUVELLE IDENTITÉ VISUELLE (LOGO, POLITIQUE D'UTILISATION)	SUR INVITATION	4 385 \$
BLEU OUTREMER INC.	AJUSTEMENT IDENTITÉ VISUELLE, NORMES GRAPHIQUES ET GABARITS DU LOGO	SUR INVITATION	11 188 \$
BOREALA MANAGEMENT INC.	SERVICES-CONSEILS - POURSUITE DU DOSSIER DU MAINTIEN CONTINU DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	GRÉ À GRÉ	8 629 \$
BOURASSA MARLÈNE-B	GRAPHISME GUIDE SUR LE SEXISME	GRÉ À GRÉ	560 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICE DE TRADUCTION ET RÉVISION DE TRADUCTION (FRANÇAIS-ANGLAIS)	GRÉ À GRÉ	1 372 \$
CAMILLE DOLBEC	RÉALITÉ DE LA CLIENTÈLE VIEILLISSANTE	GRÉ À GRÉ	2 685 \$
CDW CANADA INC.	ACQUISITION DE SERVICES : FORTINET CONVERTER	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	398 \$
CDW CANADA INC.	ACQUISITION DE SERVICES : FORTINET FORTIAP ET CISCO MERIAXI	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 793 \$
CDW CANADA INC.	ACHAT DE NITRO PDF (PRODUCTIVITY RNWL)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	14 994 \$
CHARRON, BOISSÉ, LÉVESQUE - HUISSIERS DE JUSTICE INC.	SERVICE POUR HUISSIERS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	16 428 \$
CHUCK & CO	ACCOMPAGNEMENT DANS L'ANALYSE ET LA MIGRATION DES DOCUMENTS DU RÉSEAU VERS SHAREPOINT	GRÉ À GRÉ	4 875 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF - SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	2 971 \$
CNW TELBEC	SERVICE DE DIFFUSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	SUR INVITATION	3 190 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DE L'AVIS AU MÉDIA ET D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	SUR INVITATION	125 \$
CNW TELBEC	DIFFUSION DE L'AVIS AU MÉDIA ET D'UN COMMUNIQUÉ DE PRESSE	SUR INVITATION	150 \$
CODETWO	SERVICE DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE	GRÉ À GRÉ	3 009 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COLLEEN BILODEAU	SERVICES DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 465 \$
COMME DES FILLES PRODUCTIONS INC.	PRODUCTIONS 3 VIDÉOS FINALISTES PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	SUR INVITATION	12 389 \$
COMMUNICATIONS CASACOM	APPROCHES MÉDIAS - CONFÉRENCE SUR LE RACISME - 21 MARS 2023	GRÉ À GRÉ	8 388 \$
CONSEIL D'INTERVENTION POUR L'ACCÈS DES FEMMES AU TRAVAIL	PARTICIPATION YASMINA DRISSI - VIDÉO PORTANT SUR LA DISCRIMINATION / 30 MARS 2023	GRÉ À GRÉ	400 \$
COUP MAÎTRE INC.	FORMATION L'ART DE LA PLAIDOIRIE, INTERROGATOIRE ET CONTRE -INTERROGATOIRE	GRÉ À GRÉ	11 750 \$
DE GAULEJAC CLÉMENT	PRODUIRE LES DESSINS ORIGINAUX CORRESPONDANT AUX SCÉNARIOS DE 4 CAPSULES VIDÉOS	SUR INVITATION	3 000 \$
DE MELLO, NATALI	REFONTE DE 3 DÉPLIANTS: PORTER PLAINTÉ, MÉDIATION ET FAIRE UNE DEMANDE	GRÉ À GRÉ	1 945 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION; AFFICHES ACCOMMODEMENT, EXPRESSION DE GENRES ET DE COULEURS (300)	GRÉ À GRÉ	225 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DÉPLIANTS ; MÉDIATION, ENFANTS ET PLAINTÉ	GRÉ À GRÉ	2 008 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION LIVRETS CHARTE / AOÛT 2023	SUR INVITATION	5 568 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	RÉALISATION D'UN GRAPHISME POUR LA CONCEPTION ET LA MISE EN PAGE DU TEXTE DE LA CHARTE EN LIVRET	GRÉ À GRÉ	1 250 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	CONCEPTION ET MISE EN PAGE DU TEXTE DE LA PARTIE 1 DE LA CHARTE EN AFFICHE	GRÉ À GRÉ	1 530 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	MISE EN PAGE CARTE POSTALE, CHIEN D'ASSISTANCE - PROTECTION DU DROIT À L'ÉGALITÉ	GRÉ À GRÉ	1 915 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	IMPRESSION AFFICHE DE LA CHARTE (1000)	GRÉ À GRÉ	2 044 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	RÉIMPRESSION DES DÉPLIANTS "BIENVENUE AU QUÉBEC" (FRANÇAIS, ANGLAIS, ESPAGNOL ET ARABÉ)	GRÉ À GRÉ	2 508 \$
DIÈSE, SOLUTIONS VISUELLES ET DESIGN INC.	INFORMER ET SENSIBILISER SUR L'OBLIGATION D'ACCOMMODEMENT ET LE DROIT À L'ÉGALITÉ LIÉ À L'ACCÈS AUX LIEUX PUBLICS AVEC UN CHIEN DE GUIDE	GRÉ À GRÉ	1 770 \$
DISTRIBUTION AFFICHE TOUT INC.	IMPRESSION ET DISTRIBUTION CARTE POSTALE, CHIEN D'ASSISTANCE DANS LES LIEUX PUBLICS ET DANS DIFFÉRENTES VILLES	SUR INVITATION	5 180 \$
DOUBLETREE BY HILTON MONTRÉAL	RÉSERVATION - RENCONTRE ANNUELLE DU 14 DÉCEMBRE 2023	GRÉ À GRÉ	10 548 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	PROGRAMME DE MAINTENANCE ANTIDOTE	GRÉ À GRÉ	2 736 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
EBSCO CANADA LTÉE	BASE DE DONNÉES SOCIOLOGIQUE. ABONNEMENT ANNUEL	GRÉ À GRÉ	15 588 \$
EcgD INC.	NUMÉRISATION DE 17 BOITES ET DESTRUCTION DE 17 BOITES	GRÉ À GRÉ	538 \$
EcgD INC.	NUMÉRISATION DE 150 BOITES ET DESTRUCTION DE 150 BOITES	GRÉ À GRÉ	1 640 \$
ÉCOMUSÉE DU FIER MONDE	LOCATION DE LA SALLE POUR LA REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	SUR INVITATION	1 160 \$
ENCORE	LOCATION ÉQUIPEMENT AUDIOVISUEL - RENCONTRE 1 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	1 625 \$
ÉVALUATION PERSONNEL INTERNATIONAL INC. (E.P.S.I.)	ÉVALUATION CANDIDATS - TEST (FRANÇAIS, WORD, EXCEL...)	GRÉ À GRÉ	3 086 \$
FALL MOUHAMET RASSOUL	SERVICES-CONSEILS, ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DES PROGRAMMES D'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI DES ORGANISMES PUBLICS ASSUJETTIS À LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (LAÉE)	GRÉ À GRÉ	16 905 \$
FC-UQAT SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE	FORMATION : PEUPLES AUTOCHTONES 101: (APPRENDS À NOUS CONNAITRE)	GRÉ À GRÉ	3 108 \$
FONDS DES BIENS ET DES SERVICES (MESS)	PORTFOLIO / 2023-2024	GRÉ À GRÉ	4 500 \$
FORTIER, YANN	FORMATION ANTIDOTE POUR 40 PERSONNES	GRÉ À GRÉ	4 000 \$
GARDIEN VIRTUEL INC.	TEST DE SÉCURITÉ EXTERNE ET INTERNE - AUDIT CYBERSÉCURITÉ - GOUVERNANCE	GRÉ À GRÉ	18 600 \$
GAUFAB INC.	RÉALISATION DE PARAVENTS EN BOIS POUR L'EXPOSITION "NOUS, PORTRAITS DE L'ASSISTANCE SOCIALE"	GRÉ À GRÉ	1 840 \$
GOOGLE	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT	GRÉ À GRÉ	520 \$
GRAPHISCAN MONTRÉAL INC.	IMPRESSION "RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2022-2023" 75 COPIES	GRÉ À GRÉ	1 557 \$
GROUPE ABI INC.	SERVICES PROFESSIONNELS (SOUTIEN INFORMATIQUE)	GRÉ À GRÉ	3 227 \$
GROUPE ABP	LOCATION MOBILIER POUR LE COLLOQUE EHDDA (DROITS DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE)	GRÉ À GRÉ	1 336 \$
GROUPE ABP	LOCATION TABLES ET CHAISES	GRÉ À GRÉ	2 500 \$
GROUPE CFC - MARIE FRANCE DESCHAMPS	FORMATION : INTELLIGENCE ÉMOTIONNELLE DANS LE MILIEU DU TRAVAIL / 2 SÉANCES DU 23 ET 30-01-2024	GRÉ À GRÉ	2 230 \$
GROUPE CONTEX INC.	INSCRIPTION AU SALON D'EMPLOI ET LA FORMATION CONTINUE17-18 AVRIL 2024	GRÉ À GRÉ	1 445 \$
GROUPE MUFFIN-PLUS	FORMATION : STRUCTURER SA PENSÉE AVEC LE MIND MAPPING	GRÉ À GRÉ	5 428 \$



FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GUÉNETTE, FRANÇOISE (ANIMATRICE)	ANIMATION LORS DU COLLOQUE EHDA (DROITS DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE)	SUR INVITATION	3 000 \$
HÉBERGEMENT WEB CANADA	HÉBERGEMENT DU DOMAINE BIENTRAITONS.CA - SITE WEB	GRÉ À GRÉ	15 \$
HÉBERGEMENT WEB CANADA	RENOUVELLEMENT DE DOMAINE - MES DROITS SOUS LA DPJ.CA ET MYRGHTSUNDERTHEDYP.CA	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	30 \$
HEC MONTRÉAL	ABONNEMENT ANNUEL À LA REVUE GESTION HEC MONTRÉAL (PAPIER ET NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	66 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACHAT DE CASQUES JEBRA EVOLVE 2 30SE MS STEREO HEADSET 160324	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	980 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACHAT DE SOURIS DELL MS116 (30)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	6 580 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	VEEAM BACKUP POUR MICROSOFT OFFICE 365 -COPIE DE SÉCURITÉ ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ	1 170 \$
IMAGES & TECHNOLOGIE (3686035 CANADA INC.)	HÉBERGEMENT SITE DE RELÈVE CDPDJ	GRÉ À GRÉ	2 150 \$
IMAGI-AFFICHAGE	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
IMAGI-AFFICHAGE	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT	GRÉ À GRÉ	3 689 \$
IMPRIMERIE HÉON & NADEAU LTÉE	IMPRESSION DE 100 COPIES DU RAPPORT TRIENNAL SUR LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI- 2022	SUR INVITATION	1 298 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	LICENCE ILLUXI UTILISATEURS (INCL. SUPPORT TECHNIQUE PAR COURRIEL ET 5H DE FORMATION)	GRÉ À GRÉ	3 941 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	LICENCE ILLUXI UTILISATEURS (INCL. SUPPORT TECHNIQUE PAR COURRIEL ET 5H DE FORMATION)	GRÉ À GRÉ	5 255 \$
INTELLIGENCE ILLUXI INC.	BANQUE DE 80 HEURES POUR PERSONNALISATION DE L'ESPACE SELON SPÉCIFICATIONS	GRÉ À GRÉ	9 702 \$
INTERCONTINENTAL MONTRÉAL	JOURNÉE D'ÉTUDE - 13 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	2 367 \$
INTERCONTINENTAL MONTRÉAL (2023-2024)	RENCONTRE AVEC LE PERSONNEL DU 1 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	17 150 \$
INTERPRÉTATION SIGNES ET PAROLES INC.	2 INTERPRÈTES LSQ POUR LA SOIRÉE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	640 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ISTOCK	CRÉDITS POUR ACHAT DE PHOTOS (ENTRE AUTRES POUR LE RAPPORT ANNUEL 2022-2023)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	216 \$
ISTOCK	PHOTOS ET VIDÉOS POUR CLIPS DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	661 \$
ITI INC. (INFORMATIQUE PROCONTACT)	LICENCE MICROSOFT 365 (210), POWER BI PRO (5) ET VISIO ONLINE PLAN2 (4)	GRÉ À GRÉ	11 232 \$
JOBART, CARINE	CRÉATION DE 3 ILLUSTRATIONS ET MISE EN PAGE - PUBLIREPORTAGE MAGAZINE CURIUM	SUR INVITATION	1 500 \$
JOBART, CARINE	ADAPTATION DE 3 ARTICLES POUR CURIUM, AFFICHES, DÉPLIANT ET PUBLICATION POUR LES RÉSEAUX SOCIAUX	GRÉ À GRÉ	2 173 \$
JOBART, CARINE	CRÉATION D'UN UNIVERS GRAPHIQUE POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023 "MIGRATIONS: TISSER DES LIENS, BÂTIR DES PONTS"	SUR INVITATION	2 542 \$
JOBART, CARINE	FAIRE LA PROMOTION DU DROIT À L'ÉGALITÉ ET CONTRIBUER À LA LUTTE AU RACISME EN PROMOUVANT LES INITIATIVES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	200 \$
JOEY HANNA	ANIMATION DE LA CÉRÉMONIE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
JURIS CONCEPT	IMPLANTATION DE JURISÉVOLUTION-ENTREPRISE (LICENCE ANNUELLE)	GRÉ À GRÉ	4 500 \$
JURIS CONCEPT	ACQUISITION, APPLICATION JURISÉVOLUTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	9 500 \$
KAHOOT	LICENCE LOGICIEL KAHOOT	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 583 \$
KASEYA (DATTO / BACKUPIFY)	BACKUP POUR MICROSOFT OFFICE 365 -COPIE DE SÉCURITÉ ET SUPPORT	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	729 \$
KOMA FILMS INC.	MONTAGE D'UNE CAPSULE "JOSÉPHINE BACON NOUS PARLE DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE EN INNU"	GRÉ À GRÉ	4 050 \$
LAFORTUNE LÉGAL	PRÉPARATION ARGUMENTATION LISTE DE SOURCES, DOSSIER LUCK KAHILA NKAMBA	GRÉ À GRÉ	9 077 \$
LAFORTUNE LÉGAL	PRÉPARATION MÉMOIRE ET ANNEXES	GRÉ À GRÉ	14 370 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	MODULE EXPOSITION « NOUS" / JUILLET 2023	GRÉ À GRÉ	144 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
LE DEVOIR	RENOUVELLEMENT ABONNEMENT JOURNAL	GRÉ À GRÉ	213 \$
LE SAINT PUBLICITÉ ET DESIGN INC.	GRAPHISME RAPPORT TRIENNAL DE L'APPLICATION LA LOI SUR L'ACCÈS À L'ÉGALITÉ EN EMPLOI (LAÉE) 2019-2022	SUR INVITATION	7 808 \$
LEMAIRE, JULIE	TRANSCRIPTION DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES - INTERROGATOIRE	GRÉ À GRÉ	1 906 \$
LEXIS NEXIS CANADA INC.	ABONNEMENT ANNUEL LEXIS ADVANCE QUICK LAW	GRÉ À GRÉ	8 411 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	FORMULAIRE DE PROCÉDURE CIVILE	GRÉ À GRÉ	65 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	CHARTES DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE: LÉGISLATION - JURISPRUDENCE - DOCTRINE, 35E ÉDITION. 2022	GRÉ À GRÉ	135 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ABONNEMENT ANNUEL : CODE DE PROCÉDURE CIVILE (2 EXEMPLAIRES ET CODE CIVIL DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	460 \$
LIBRAIRIE WILSON & LAFLEUR INC.	ACHATS DE LIVRES	GRÉ À GRÉ	2 696 \$
LINKEDIN	FAIRE LA PROMOTION DU DROIT À L'ÉGALITÉ ET CONTRIBUER À LA LUTTE AU RACISME EN PROMOUVANT LES INITIATIVES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	102 \$
LUMIFAB	TROPHÉES POUR LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	764 \$
MATHIEU LEBLANC	CAPTATION, WEBDIFFUSION, MONTAGE DE LA VIDÉO RÉCAPITULATIVE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	4 315 \$
MÉDIATION RH / HÉLÈNE ROULEAU	FORMATION DE L'IMPARTIALITÉ ET LA NEUTRALITÉ DU MÉDIATEUR	GRÉ À GRÉ	1 250 \$
MÉLISSA GUAY	RÉVISION LINGUISTIQUE - RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION 2022-2023	GRÉ À GRÉ	1 800 \$
ME MELOCHE FRANCIS	SERVICES CONSEIL RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	17 025 \$
META	INFORMER ET SENSIBILISER LES LOCATEURS ET LES LOCATAIRES SUR L'INTERDICTION DE DISCRIMINATION DANS LA LOCATION D'UN LOGEMENT	GRÉ À GRÉ	840 \$
MEUDEEC, MARIE	PRÉPARATION ET RÉDACTION D'UN RAPPORT D'EXPERTISE- PROFILAGE STÉRÉOTYPES ASSOCIÉS AUX HOMMES NOIRS	GRÉ À GRÉ	1 100 \$
MINISTRE DES FINANCES - ASSEMBLÉE NATIONALE	INAUGURATION EXPOSITION « NOUS: PORTRAITS DE L'ASSISTANCE SOCIALE AU QUÉBEC... » À PART ENTIÈRE : LES DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX	GRÉ À GRÉ	331 \$
MONETTE BARAKETT S.E.N.C.	CONSEILLER ET ACCOMPAGNER LA CDPDJ (DANS LE CADRE DE L'ACCÈS À L'INFORMATION)	GRÉ À GRÉ	12 653 \$
MONPETIT MANON	MANDAT POUR LA RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ	11 475 \$
NOËL ET ASSOCIÉS S.E.N.C.R.L.	CORRESPONDANT DE LA CDPDJ DEVANT LA COUR SUPRÊME DU CANADA	GRÉ À GRÉ	2 782 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
NOVEXCO - HAMSTER	ACHAT D'ARTICLES DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	3 129 \$
NUMEA	RÉ-ÉTABLISSEMENT DES LICENCES IBM SPSS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	10 352 \$
PAMÉLA LAJEUNESSE PHOTOGRAPHE	PHOTOGRAPHIES POUR GALA DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	695 \$
PAQUET JOANIE	CRÉATION D'UNE ILLUSTRATION - CARTE POSTALE CHIEN D'ASSISTANCE	GRÉ À GRÉ	1 000 \$
PETITES MAINS (TRAITEUR)	SERVICE DE TRAITEUR POUR LE COLLOQUE EHDAA (DROITS DES ÉLÈVES HANDICAPÉS OU EN DIFFICULTÉ D'ADAPTATION OU D'APPRENTISSAGE)	GRÉ À GRÉ	4 645 \$
PREMIUM BEAT	ACHAT MUSIQUE POUR LA PUBLICITÉ DES 3 POSTES OUVERTS À RIMOUSKI	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	56 \$
PRO ACTIF	INFOGRAPHIE, MISE EN PAGE "RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DE GESTION 2022-2023"	SUR INVITATION	4 095 \$
PRODUCTION GO (MARC-ANDRÉ BEAUPRÉ)	PRODUCTION ET CORRECTION VIDÉO POUR VIDÉO SUR LE MANDAT JEUNESSE DE LA COMMISSION	SUR INVITATION	4 257 \$
PRODUCTIONS RAFALE	RÉALISATION D'UNE VIDÉO SUR LES FEMMES ET LA DISCRIMINATION EN EMPLOI SUR LA BASE DU MOTIF "SEXE"	SUR INVITATION	5 500 \$
PRO QUALITÉ (9251-4611 QUÉBEC INC.,)	SERVICE DE RAMASSAGE DES ARTICLES DE BUREAU ET AUTRES	GRÉ À GRÉ	4 213 \$
PUBLICATIONS BLD INC.	PUBLICATION PAGES INFORMATION MOTIFS DISCRIMINATION DANS LE MAGAZINE CURIUM (14-18 ANS)	GRÉ À GRÉ	8 500 \$
QUALITEMPS INC.	FORMATION SUR LA COMMUNICATION INTERPERSONNELLE POUR DES ÉQUIPES DYNAMIQUES ET PERFORMANTES DU 6 AU 13 SEPTEMBRE 2023 / 12 PERSONNES	GRÉ À GRÉ	5 000 \$
QUALITEMPS INC.	GESTION DU TEMPS, DES ACTIVITÉS ET DES PRIORITÉS AVEC LA MÉTHODE QUALITEMPS / 11 MAI ET 21 JUIN 2023 / 7 H / 12 PERS.	GRÉ À GRÉ	5 200 \$
QUANTUM JURICOMPTABLE INC.	FORMATION : SUPPORT POUR ORGANISER LA PREUVE EN LIEN AVEC L'EXPLOITATION FINANCIÈRE	GRÉ À GRÉ	1 279 \$
RECEVEUR GÉNÉRAL - STATISTIQUE CANADA	DONNÉES RECENSEMENT 2021	GRÉ À GRÉ	1 599 \$
ROBICHAUD, CARL STEVE (DÉMÉNAGEMENT PRO-EFFICACE)	DÉMÉNAGEMENT DE L'EXPOSITION « NOUS : PORTRAITS DE L'ASSISTANCE SOCIALE, PERSPECTIVE FEMMES ET PAUVRETÉ » / JUILLET 2023	GRÉ À GRÉ	4 262 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ROBICHAUD, CARL STEVE (DÉMÉNAGEMENT PRO-EFFICACE)	DÉMÉNAGEMENT DE L'EXPOSITION « NOUS : PORTRAITS DE L'ASSISTANCE SOCIALE, PERSPECTIVE FEMMES ET PAUVRETÉ » À LA SALLE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	GRÉ À GRÉ	1 610 \$
ROSA FANIZZI STÉNOGRAPHE	TRANSCRIPTION DES NOTES STÉNOGRAPHIQUES - ENREGISTREMENT	GRÉ À GRÉ	1 484 \$
SANI-FONTAINES INC.	INSTALLATION ROBINET ET FILTRE AU BUREAU DE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	1 975 \$
SERVICE CONSEIL STAZMATIQUE RH	SERVICE DE COURTAGE ET DE CONSEIL EN RECRUTEMENT STAZMATIQUE RH / 24 MOIS	GRÉ À GRÉ	10 995 \$
SERVIRPLUS	SERVICE DE PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS (PAE)	GRÉ À GRÉ	10 695 \$
SETTE INC.	SOUS-TITRAGE EN DIRECT LORS DU COLLOQUE EHDAA DU 08 NOVEMBRE 2023	GRÉ À GRÉ	3 510 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE. (ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES)	GRÉ À GRÉ	75 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS CIVIL PALIER 024 (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES	GRÉ À GRÉ	185 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS TRAVAIL PALIER 024 (10 À 24 ACCÈS) ACCÈS SUPPLÉMENTAIRES	GRÉ À GRÉ	185 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	LOI SUR LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ANNOTÉE (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	250 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	640 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)	GRÉ À GRÉ	730 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	FRAIS CODE D'ACCÈS, FORFAIT RECHERCHE JURIDIQUE, FORFAIT PLUMITIFS (EN LIGNE)	GRÉ À GRÉ	5 623 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCE MICROSOFT WINDOWS SERVEUR LICENCE & ASSURANCE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	14 494 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCE CORELIC DE MICROSOFT	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 807 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION CHAISES (16) ET FAUTEUIL BUREAU (1) DE SAGUENAY	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	8 341 \$
SOLUTIONS DE BUREAU ROUSSEAU	ACQUISITION CHAISES ERGONOMIQUES (15)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	9 230 \$
SOLUTIONS EZMAX INC.	APPLICATION EZSIGN - - SIGNATURES ÉLECTRONIQUES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	539 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. (EMBL MOBILIER DE BUREAU)	LIVRAISON ET INSTALLATION DE MATÉRIEL DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	238 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. (EMBL MOBILIER DE BUREAU)	ACQUISITION AMEUBLEMENT - SALLE DE LA DIRECTION PRINCIPALE DE L'ADMINISTRATION (DPA)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 084 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. (EMBL MOBILIER DE BUREAU)	ACQUISITION AMEUBLEMENT / RIMOUSKI	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	14 683 \$
SOLUTIONS ZOOM INC. (EMBL MOBILIER DE BUREAU)	ACQUISITION AMEUBLEMENT – MOBILIER DE BUREAU	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 973 \$
SPIRIA DIGITAL INC.	REFONTE DU SYSTÈME DE GESTION DE LA PERFORMANCE CLIC MARC	GRÉ À GRÉ	8 861 \$
STÉNOFAC INC.	TRANSCRIPTION DES JOURNÉES D'AUDIENCÉ14 / AOÛT ET SEPTEMBRE 2021	GRÉ À GRÉ	90 \$
STRATÉGIE, ORGANISATION ET MÉTHODE SOM INC.	RÉALISATION D'UN SONDAGE AFIN DE MESURER LA QUALITÉ DES SERVICES ET LA SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE DE LA CDPDJ	GRÉ À GRÉ	2 660 \$
STUDIO MIXART (9170-4486 QUÉBEC INC.)	AUDIO GUIDE EXPOSITION "NOUS, PORTRAITS DE L'ASSISTANCE SOCIALE"	GRÉ À GRÉ	2 000 \$
THOMSON REUTERS CANADA	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DU TRAVAIL (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	250 \$
THOMSON REUTERS CANADA	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER)	GRÉ À GRÉ	316 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
THOMSON REUTERS CANADA	FRAIS DE JUSTICE. LÉGISLATION ANNOTÉE. (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	342 \$
THOMSON REUTERS CANADA	CONGÉDIEMENT DROIT QUÉBÉCOIS (1 EXEMPLAIRE – VERSION PAPIER ET ACCÈS NUMÉRIQUE)	GRÉ À GRÉ	426 \$
THOMSON REUTERS CANADA	LA RÉFÉRENCE: BASE DE DONNÉES JURIDIQUE. DROIT QUÉBÉCOIS ET COLLECTIONS DOCTRINALES	GRÉ À GRÉ	8 616 \$
TRADUCFORM	ÉVALUATION TEST D'ANGLAIS, ORAL, ÉCRIT ET RÉDACTION	GRÉ À GRÉ	4 026 \$
TRADUSUGNE INC.	TRADUCTIONLSQ RÉSUMÉ DES FAITS - C0692_21	GRÉ À GRÉ	1 017 \$
TRAVELODGE MONTRÉAL	RÉSERVATION CHAMBRES - RENCONTRE AVEC LE PERSONNEL 1 JUIN 2023	GRÉ À GRÉ	10 606 \$
TWITTER/X	FAIRE LA PROMOTION DU DROIT À L'ÉGALITÉ ET CONTRIBUER À LA LUTTE AU RACISME EN PROMOUVANT LES INITIATIVES FINALISTES DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023	GRÉ À GRÉ	927 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	SALLE ET SOUTEN TECHNIQUE COLLOQUE EHDAA - 08 NOVEMBRE 2023	GRÉ À GRÉ	3 575 \$
VAD DESIGNERS D'ESPACES INC.	RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES AU SIÈGE SOCIAL	GRÉ À GRÉ	3 311 \$
VIDEOTRON LTÉE (FIBRENOIRE)	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT INTERNET AVEC REHAUSSEMENT À 900Mbps / MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	9 950 \$
WEB-TV COOP DE SOLIDARITÉ	TOURNAGE ET MONTAGE D'UNE SÉRIE DE CAPSULES DES VIDÉOS PÉDAGOGIQUES SUR DES JUGEMENTS DU TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE (TDP)	SUR INVITATION	7 443 \$
XEROX CANADA LTÉE	LICENCE XEROX WORKPLACE 5.0 - FLUX DE TRAVAIL ET GESTION DE L'IMPRESSION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	6 880 \$
ZOHO CORPORATION - MANAGE ENGINE	LICENCE MANAGE ENGINE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 645 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEOA.CA/](https://www.seao.ca/) . DE PLUS, POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET EST DIFFUSÉE MENSUELLEMENT SUR LE SITE DE L'ORGANISME.

[HTTPS://WWW.CDPEDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS\\_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpedj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html) .

<div>Question 7</div>	<div>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :</div> <div><div>A.</div><div>LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</div></div> <div><div>B.</div><div>LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</div></div> <div><div>C.</div><div>LE SOUMISSIONNAIRE RETENU ET LA JUSTIFICATION DE CE CHOIX;</div></div> <div><div>D.</div><div>LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;</div></div> <div><div>E.</div><div>LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.</div></div>
-----------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) .



Question 8	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 :</p>
	<p>A. LA LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEAO.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE DU MINISTÈRE. [HTTPS://WWW.CDPDJ.QC.CA/STORAGE/APP/MEDIA/PUBLICATIONS/ENGAGEMENTS\\_FINANCIERS.HTML](https://www.cdpdj.qc.ca/storage/app/media/publications/engagements_financiers.html)

Question 9

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE, INFONUAGIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

A) LE NOM DU PROJET ;

B) LA NATURE DU PROJET ;

C) L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU) ;

D) LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET ;

E) LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET ;

F) LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE ;

G) L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET ;

H) LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES ;

I) LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR ;

J) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET ;

K) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

- LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.

L) INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE-CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

M) LE NOMBRE ET LA LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI EN 2023-2024.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE - SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION ET DE LA PERFORMANCE (CLIC_MARC)		92 500 \$	8 861 \$		13 %	0

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), B), D), E) F), G) ET I), L'INFORMATION SUR LES PROJETS INFORMATIQUES DE PLUS DE 500 000 \$ EST DISPONIBLE SUR LE SITE INTERNET DU TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca) .

Question 11

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2023-2024 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

A. LA PHOTOCOPIE;  
B. LE MOBILIER DE BUREAU;  
C. L'AMEUBLEMENT;  
D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT, INCLUANT LES ŒUVRES D'ART ET LES FRAIS POUR L'ENTRETIEN DES PLANTES;  
E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;  
F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;  
G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;  
H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;  
I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;  
J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :  
a. AU QUÉBEC;  
b. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	mjq	CDPDJ	csj	cja	cslf	dpcp	faac	opc	oqlf	soquij	taq
PHOTOCOPIE		1 035 \$									
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT		0 \$									
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT		0 \$									
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE		0 \$									
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS		41 886 \$									
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)		0 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC		436 \$									
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC		12 907 \$									
TOTAL	\$	56 264 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Question 12

DE FAÇON SÉPARÉE ET DISTINCTE, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2023-2024 VENTILÉ PAR MOIS, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE:

A) LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;

B) LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;

C) LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES ET LA PROPORTION DE CEUX-CI QUI ONT ÉTÉ ASSUMÉS RESPECTIVEMENT PAR LE CABINET, LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME;

D) LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU;

E) LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (BLACKBERRY, IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONE INTELLIGENT);

F) LE COÛT D'ACQUISITION DES APPAREILS;

G) LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;

H) LES NOMS DES FOURNISSEURS;

I) LES ORDINATEURS PORTABLES;

J) LES IPAD OU AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	MJQ	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	\$	420 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LE COÛT LIÉ AUX DÉPASSEMENTS DES FORFAITS DE DONNÉES	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
TOTAL		420 \$									

POUR LES SOUS-QUESTIONS A), F), G), H) L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CES QUESTIONS EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 13

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) POUR L'ANNÉE 2023-2024 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 :	
A.	LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS;
B.	LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS;
C.	LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
D.	LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
E.	LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) :
	– LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
F.	LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
G.	LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
H.	LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
I.	L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
J.	L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
K.	LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
L.	LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
M.	LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
N.	LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
O.	LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI;
P.	L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS;
Q.	LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D'ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION.

## **COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE**

### **A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET PLUS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DE 35 ANS ET MOINS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

### **G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**H. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION**

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1<sup>o</sup> DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

**I. L’ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**J. L’ÉVOLUTION DU NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**K. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**L. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**M. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**N. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**O. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI**

CATÉGORIE D’EMPLOI	2023-2024
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	0

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S’EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES, CE QUI PERMET DE FAIRE L’ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L’INFORMATION RELATIVE À L’UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

**P. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS**

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.



**Q. LE NOMBRE DE POSTES VACANTS ET LE NOMBRE D’ETC NON COMBLÉS, VENTILÉ PAR RÉGION**

RÉGIONS	2023-2024
	POSTES VACANTS
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2
CAPITALE-NATIONALE	3
CÔTE-NORD	0
ESTRIE	2
GATINEAU	2
LAURENTIDES	0
MAURICIE	4
MONTRÉAL	14
RIMOUSKI	2
SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	1
TOTAL	30

LE SUIVI DES EFFECTIFS GOUVERNEMENTAUX S’EFFECTUE EN HEURES RÉMUNÉRÉES, CE QUI PERMET DE FAIRE L’ADÉQUATION ENTRE LES BUDGETS DE RÉMUNÉRATION DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET LEUR CONSOMMATION RÉELLE EN HEURES RÉMUNÉRÉES. L’INFORMATION RELATIVE À L’UTILISATION DES RESSOURCES HUMAINES EST PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION.

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>14</div>	<div>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, PAR DIRECTION, POUR L'ANNÉE 2023-2024 ET LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2024-2025 :</div> <div>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES;</div> <div>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</div> <div>C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</div>
---	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES OU ESTIMÉES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

0

C. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS

0

Question 15

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2023-2024 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

A) L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;  
B) LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;  
C) LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;  
D) LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATIONS RÉALISÉES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2018, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;  
E) LA DURÉE DU BAIL;  
F) LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;  
G) EN CAS DE RÉSILIATION DE BAIL EN COURS D'ANNÉE, LES COÛTS DE RÉSILIATION.  
H) LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;  
I) LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;  
J) LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;  
K) LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	Coûts d'aménagement depuis le 1 <sup>er</sup> avril 2023	Coût de résiliation	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, rue Saint-Jacques, Montréal	1 728 354 \$	5222.23	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
575, rue Jacques-Parizeau, Québec	137 433 \$	363.70	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
335, 337, rue Moreault, Rimouski	18 479 \$	91.43	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Racine, Saguenay	10 839 \$	43.32	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
227, rue Saint-Georges, Saint-Jérôme	43 943 \$	219.11	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
456, avenue Arnaud, Sept-Îles	5 441 \$	23.74	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
375, rue King, Sherbrooke	23 400 \$	106.50	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	29 098 \$	139.50	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, Gatineau	21 726 \$	74.17	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
849, 5 <sup>e</sup> Avenue, Val-d'Or	29 803 \$	119.06	0 \$	0 \$	Information SQI	SQI
TOTAL	2 048 516 \$		0 \$	0 \$		

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

<div>Question 16</div>	<div>CONCERNANT LES ACTIFS IMMOBILIERS EXCÉDENTAIRES DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024, FOURNIR :</div> <div><div>A.</div><div>LA LISTE DES ACTIFS EXCÉDENTAIRES INOCCUPÉS;</div><div>B.</div><div>LA VALEUR ESTIMÉE DE CEUX-CI;</div><div>C.</div><div>LES COÛTS D'ENTRETIEN ANNUEL;</div><div>D.</div><div>LE NOMBRE DE PIEDS CARRÉS DE CEUX-CI.</div></div>
------------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

<div>Question 17</div>	<p>POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2023-2024, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS, INCLUANT :</p> <div><div>A.</div>LES DATES DES TRAVAUX;</div> <div><div>B.</div>LES COÛTS;</div> <div><div>C.</div>LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</div>
------------------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

<div>Q<sub>uestion</sub> 19</div>	<div>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2023-2024, PAR MOIS, À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</div> <div>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE; B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE; C. LE MONTANT ATTRIBUÉ; D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</div>
-----------------------------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 26).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 22	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A) PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B) PAR CATÉGORIE D'ÂGE;</p> <p>C) PRÉVISIONS POUR 2024-2025.</p>
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 24	LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2023-2024, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :
	A. LE COÛT DE CHACUN; B. LE FOURNISSEUR; C. LA NATURE DU SERVICE.  VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR	65 \$	Formulaire de procédure civile
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR	460 \$	Abonnement annuel : Code de procédure civile (2 exemplaires) et Code civil du Québec (2 exemplaires).
SOQUIJ	5 623 \$	Frais code d'accès, forfait recherche juridique, forfait plunitifs (en ligne)
SOQUIJ	640 \$	Express Civil (4 Accès)
SOQUIJ	185 \$	Express Civil palier 024 (10 à 24 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	730 \$	Express travail (4 accès)
SOQUIJ	185 \$	Express travail palier 024 (10 à 24 accès) accès supplémentaires
SOQUIJ	250 \$	Loi sur la protection de la jeunesse annotée (4 accès)
SOQUIJ	75 \$	Loi sur la protection de la jeunesse annotée. (Accès supplémentaires)
LEXISNEXIS CANADA INC.	8 411 \$	Abonnement annuel Lexis Advance QuickLaw
THOMSON REUTERS	250 \$	Droits de la personne et les relations du travail (1 exemplaire – version papier et accès numérique).
THOMSON REUTERS	316 \$	Accès à l'information : loi annotée (1 exemplaire – version papier).
THOMSON REUTERS	342 \$	Frais de justice. Législation annotée. (1 exemplaire – version papier et accès numérique).
THOMSON REUTERS	8 616 \$	La Référence : base de données juridique. Droit québécois et collections doctrinales
THOMSON REUTERS	426 \$	Congédiement droit québécois (1 exemplaire – version papier et accès numérique).
EBSCO	15 588 \$	Sociology Source Ultimate : Base de données sociologique. Abonnement annuel.



FOURNISSEUR	Coût	DESCRIPTION
HEC Montréal	66 \$	Abonnement annuel à la revue Gestion HEC Montréal (papier et numérique).
Éditions Wilson & Lafleur	135 \$	Chartes des droits et libertés de la personne : législation - jurisprudence - doctrine, 35 <sup>e</sup> édition. 2022 (un seul exemplaire)
TOTAL	42 363 \$	

Question 25	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, DE BILLETS DE SPECTACLES OU D'ÉVÉNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS, LES BILLETS D'ÉVÉNEMENTS ET DE CONFÉRENCES ORGANISÉES PAR LES CHAMBRES DE COMMERCE, POUR LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question 26	POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :
	A) LE NOM DU SITE WEB;
	B) LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
	C) LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
	D) LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
	E) LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
	F) LE NOMBRE DE VISITEURS (« HITS ») PAR MOIS;
	G) NOMBRE DE VISITEURS UNIQUES MENSUELLEMENT
	H) LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES.
	I) LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
	J) LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU SITE INTERNET : CDPDJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	BLANKO ET MBIANCE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	\$91 425 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT : SITE PRINCIPAL : 480\$ PLAINTÉ EN LIGNE : 480\$  ENTRETIEN : S/O (EFFECTUÉS À L'INTERNE)  MISE À JOUR : CHARTÉ LANGUE FRANÇAISE : 240\$ LOI 25 : 1 400\$ PLAINTÉ EN LIGNE : 2 600\$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	MES DROITS SOUS LA DPJ (FR/EN) : 29,98\$ BIENTRAITONS.CA : 14,99\$

NOM DU SITE INTERNET : WWW.FUGITIFS .CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	MY SMART JOURNEY ET INTERNE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 520 \$ (EN 2020)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	4 183\$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O
LES COÛTS LIÉS À LA RÉSERVATION DE NOMS DE DOMAINES :	FUGITIFS.CA : 14,14\$

Question 32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEMANDÉ PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR 2023-2024 ET PRÉVISIONS POUR 2024-2025.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 33	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2023-2024, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2024-2025 ET 2025-2026, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN

Question 34	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023 2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.
-------------	--

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CDPDJ*	CSJ	CJA	CSLF	DPCP*	FAAC	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

\*SOURCE : G.41- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - PRIMES ET BONIS - PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS SAGIR EI GIR

Question 36	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023 2024, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ <sup>1</sup>	FAVAC <sup>1</sup>	FAJ <sup>1</sup>	FRCP	FDR <sup>1</sup>	CDPDJ	CSJ	CJA	CSLF	DPCP <sup>1</sup>	FAAC <sup>2</sup>	OPC	OQLF	SOQUIJ	TAQ <sup>3</sup>
TOTAL	\$	\$	\$	\$	\$	0 \$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

<sup>1</sup> SOURCE : G.43- GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH - MASSE SALARIALE ET INDEMNITÉS - PRIMES DE DÉPARTS ET ALLOCATION DE TRANSITION

<sup>2</sup> SOURCE : SAGIP

<sup>3</sup> SOURCE : SAGIR

Question 37	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2023-2024 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.



<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>40</div>	<div>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) :</div> <div><div>A.</div><div>LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</div></div> <div><div>B.</div><div>LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</div></div> <div><div>C.</div><div>LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</div></div> <div><div>D.</div><div>PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;</div></div> <div><div>E.</div><div>LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</div></div>
---	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A.

SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2023-2024, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) EN 2023-2024 S'ÉLÈVE À 1 428.2 K\$.
- B.

LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD (SITE INTERNET - [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)) .
- C.

NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS
- D.

ET **E** LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Question 41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2023-2024 LE TAUX D'ABSENTÉISME EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.).
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

Question 42	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNELLE EN INDIQUANT :</p>
	<p>A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS; B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION; C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DES COTISATIONS.</p>

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
Association canadienne des commissions des droits de la personne (ACCCDP / CASHRA)	Organisme	6-79	6 000 \$
Conseil canadien des défenseurs des enfants et des jeunes (CCCYA)	Organisme	6-79	2 000 \$
Association des responsables de la gestion des plaintes (ARGP)	Organisme	6-79	150 \$
Barreau du Québec	24	Conditions de travail des cadres juridiques et convention collective (conseillers juridiques)	43 416 \$
TOTAL			51 566 \$

Question 43	POUR TOUT SONDAGE OU ENQUÊTE D'OPINION RÉALISÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME, INDIQUER :
	A. LA DATE;
	B. LA NATURE;
	C. LES QUESTIONS POSÉES;
	D. LES RÉPONSES;
	E. LA FIRME RETENUE;
	F. LES COÛTS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FIRME	Coût
Stratégie, Organisation et Méthode SOM inc.	2 600,00 \$
Ad hoc recherche Inc.	9 554,00 \$
TOTAL	12 154, 00 \$

Question 49	POUR CHAQUE MESURE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME CONTENUE DANS LES PLANS D' ACTIONS, LES RAPPORTS, LES POLITIQUES ET STRATÉGIES SUIVANTES, INDIQUER LE BUDGET PRÉVU, LES SOMMES INVESTIES EN 2023-2024 ET L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE : III) TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL POUR LEQUEL LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EST IMPLIQUÉ.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT TOUT AUTRE PLAN D' ACTION MINISTÉRIEL OU INTERMINISTÉRIEL SE RETROUVE NOTAMMENT AU RAPPORT ANNUEL DE GESTION AINSI QU' AUX PLANS ANNUELS DE GESTION DES DÉPENSES DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

Question 50	<p>AU SUJET DES MESURES DE TÉLÉTRAVAIL OU DE TRAVAIL À DISTANCE, EN 2023-2024, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME :</p> <p>A) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME;</p> <p>B) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS AU TOTAL EN AYANT BÉNÉFICIÉ;</p> <p>C) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT TOUJOURS AU 31 MARS 2024;</p> <p>D) LA PROPORTION DE L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN AYANT BÉNÉFICIÉ;</p> <p>E) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS EN BÉNÉFICIANT : 1 JOUR PAR SEMAINE; 2 JOURS PAR SEMAINE; 3 JOURS PAR SEMAINE; 4 JOURS PAR SEMAINE; 5 JOURS PAR SEMAINE.</p>
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

DEPUIS LE 4 AVRIL 2022, L'EXERCICE DU TÉLÉTRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE QUÉBÉCOISE EST ENCADRÉ PAR LA POLITIQUE-CADRE EN MATIÈRE DE TÉLÉTRAVAIL QUI PEUT ÊTRE CONSULTÉE À L'ADRESSE SUIVANTE: [HTTPS://CDN-CONTENU.QUEBEC.CA/CDN-CONTENU/ADM/MIN/SECRETARIAT-DU-CONSEIL-DU-TRESOR/PUBLICATIONS-ADM/POLITIQUE-CADRE/POLITIQUE CADRE TELETRAVAIL.PDF](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/politique_cadre_teletravail.pdf) .

Question 51	SOMMES DÉPENSÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME EN 2023-2024 EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT AUX EMPLOYÉS POUR L'ACHAT DE MATÉRIEL REQUIS POUR LE TÉLÉTRAVAIL.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Aucune

Q uestion	52	CONCERNANT TOUTE MESURES DE SOUTIEN AUX EMPLOYÉS EN MATIÈRE DE SANTÉ MENTALE, AU SEIN DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN 2023-2024 :
		A. LES SOMMES DÉPENSÉES; B. LES SOMMES DÉPENSÉES SPÉCIFIQUEMENT EN RESSOURCES EXTERNES EN LA MATIÈRE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A.

	2023-2024
TOTAL DES SOMMES DÉPENSÉES	14 105 \$

B.

FOURNISSEURS	CONTRAT	2023-2024
AUCUN	AUCUN	AUCUN

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000\$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET QUI SONT DIFFUSÉS MENSUELLEMENT SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE.

[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)



Question 54	LISTE DES CT RÉUNIONS EN INDIQUANT QUI A FAIT LA DEMANDE (CABINET, SOUS-MINISTRE, MINISTÈRE), LA LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES, LES COÛTS ET LE NOM DES FOURNISSEURS.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 21).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

<div>Question 55</div>	<div>LISTE DE TOUTES LES FORMATIONS (INCLUANT LES FORMATIONS CONTINUES ET CELLES MENANT À L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION OU D'UN DIPLÔME), CONFÉRENCES, ATELIERS, JOURNÉES D'ACTIVITÉS, ACTIVITÉS DE DÉVELOPPEMENT, SOMMETS, CONGRÈS OU AUTRES ACTIVITÉS AUXQUELLES ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT AU COURS DE L'ANNÉE 2023-2024. INDIQUER : A) LE LIEU; B) LE COÛT; C) LA OU LES DATES DE PARTICIPATION; D) LE NOMBRE DE PARTICIPANTS; E) LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ORGANISME AYANT OFFERT L'ACTIVITÉ; F) LE NOM DE LA FORMATION OU DE L'ACTIVITÉ</div>
------------------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHES 22 ET 23).

CDPDJ : [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

Question 56	POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDiquer POUR 2023-2024 :
	A) LA LISTE DE TOUS LES CONCOURS ET TIRAGES RÉALISÉS;
	B) LES PRIX REMIS AUX GAGNANTS DES CONCOURS ET DES TIRAGES, AINSI QUE LA VALEUR DE CES PRIX;
	C) L’OBJECTIF VISÉ PAR LA TENUE DE CHACUN DES CONCOURS;
	D) LA LISTE DES CONCOURS QUI ONT PRIS FIN

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DU CONCOURS	OBJECTIF VISÉ	DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN	PRIX REMIS	VALEUR DU PRIX
Prix Droits et libertés 2023	LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS EST DÉCERNÉ ANNUELLEMENT PAR LA COMMISSION DEPUIS 1988 À DES PERSONNES, DES ORGANISMES OU DES INSTITUTIONS, AFIN DE SOULIGNER LEUR ENGAGEMENT ET LEUR CONTRIBUTION EXEMPLAIRE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE AU QUÉBEC. LE PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2023 PORTAIT SUR LA PROMOTION DES DROITS DES PERSONNES ISSUES DE L’IMMIGRATION COMME MEMBRES À PART ENTIÈRE DU TISSU SOCIAL QUÉBÉCOIS.	20 JUIN 2023	13 DÉCEMBRE 2023	TROPHÉE EN BRONZE POUR GAGNANT	1600 \$ (PAYÉ EN 2016)
				1 TROPHÉE EN BOIS POUR COUP DE COEUR DU PUBLIC	310 \$
				2 TROPHÉES EN BOIS POUR FINALISTES	227 \$
				1 TROPHÉE EN BOIS MENTION SPÉCIALE DU JURY	227 \$
TOTAL					2364 \$

Question 57	<p>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DES ORGANISMES QUI EN RELÈVENT, INDiquer POUR 2023-2024:</p> <p>A) LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ET LE NOM DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>B) LE MONTANT DÉPENSÉ PAR LA DIRECTION, DÉPARTEMENT OU DIVISION DES COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES;</p> <p>C) LE NOMBRE ET LE DÉTAIL DES RENCONTRES DES EMPLOYÉS AFFECTÉS AUX COMMUNICATIONS ET/OU AFFAIRES PUBLIQUES AVEC D'AUTRES INSTANCES OU ORGANISMES PUBLICS, VENTILÉS PAR INSTANCE OU ORGANISME;</p> <p>D) LE MONTANT TOTAL DES SOMMES INVESTIES EN VEILLE MÉDIATIQUE EN 2023-2024 AU SEIN DE LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS. FOURNIR LE NOM DU OU DES FOURNISSEURS DE SERVICES ET LE DÉTAIL DES FACTURES PAYÉES.</p>
-------------	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. 8 POSTES SYNDIQUÉS (9 EMPLOYÉS POUR L'ANNÉE EN RAISON DE CONGÉS ET DÉPARTS) ET UN POSTE DE DIRECTRICE.
- MEISSON AZZARIA, COORDONNATRICE  
SOPHIE AMBROSI, WEBMESTRE  
RICHARD AUDET, CONSEILLER EN COMMUNICATIONS (TEMPORAIRE, DEPUIS 30 OCTOBRE 2023)  
HALIMATOU BAH, CONSEILLÈRE EN COMMUNICATIONS  
EDGAR CARDENAS CONSEILLER EN COMMUNICATIONS (JUSQU'AU 26 FÉVRIER 2024)  
DALIA ALACHI CONSEILLÈRE EN COMMUNICATIONS (EN CONGÉ DEPUIS OCTOBRE 2023)  
MALADO WOURY KA CONSEILLÈRE EN COMMUNICATIONS (DEPUIS LE 30 NOVEMBRE 2023)  
JACQUES DUHAIME, CONSEILLER EN COMMUNICATIONS  
LETIZIA BONACORSI AGENTE DE BUREAU CLASSE PRINCIPALE
- GENEVIÈVE DORAIS-BEAUREGARD DIRECTRICE DES COMMUNICATIONS ET DES AFFAIRES PUBLIQUES
- B. 248 149.93 \$
- C. CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'ÉTUDE DES CRÉDITS
- D. AUCUNE SOMME PAYÉE EN 2023-2024 (CONTRAT DE 2 ANS AVEC MELTWATER PAYÉ EN 2022-2023)

<div>Q<sub>uestion</sub> 58</div>	<div>POUR LE MINISTÈRE ET CHACUN DE SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, VEUILLEZ NOUS INDIQUER :</div> <div>A) LE NOMBRE D'INCIDENTS DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION;</div> <div>B) LE TYPE D'INCIDENTS;</div> <div>C) LES SOMMES DÉPENSÉES EN GESTION DES INCIDENTS.</div>
-----------------------------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS SONT CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 28.1 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

Question 59	VEUILLEZ INDiquer LES MONTANTS QUI ONT ÉTÉ ALLOUÉS À LA RÉMUNÉRATION DES STAGES DEPUIS 2016.	
	A.	NOMBRE DE STAGIAIRES REÇUS;
	B.	HEURES DE STAGES EFFECTUÉS;
	C.	RÉMUNÉRATION TOTALE DÉBOURSÉE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

2023-2024

STAGIAIRES	RÉMUNÉRATION
8	167 346 \$

<div>Q</div> <div>uestion</div> <div>71</div>	<div>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2023-2024 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</div> <div><div>A.</div><div>LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</div></div> <div><div>B.</div><div>LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</div></div> <div><div>C.</div><div>LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</div></div> <div><div>D.</div><div>LE MONTANT ACCORDÉ;</div></div> <div><div>E.</div><div>LES MOTIFS DE LA DEMANDE.</div></div>
---	--

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC: [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/)

Question 72	NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISMES EN 2023-2024 :
	A. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
	B. LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
	C. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
	D. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2023-2024 DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.



Question 74	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.
-------------	---

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUNE

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande générale 3
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du ROAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du ROAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référer à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure :k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des L'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionnaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).



# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR81	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).



# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PO)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

